[Réponse à une enquête, mai 2003]

QUELLE EUROPE ?

Alain de Benoist

1. M'étant moi-même toujours défini avant toute autre chose comme un Européen, je n'ai évidemment pas de peine à soutenir l'idée d'une union politique de l'Europe. Mais la raison s'ajoute ici au sentiment. L'effondrement du système soviétique a fait sortir le monde du système binaire hérité de Yalta. A ce système binaire a succédé l'hégémonie d'une seule puissance : celle des Etats-Unis d'Amérique. Pour en finir avec la domination de cette hyperpuissance, il faut restituer au monde une dimension multipolaire. L'Europe peut être l'un des ces pôles. Dans le même temps, la globalisation, en même temps qu'elle engendre un monde sans extérieur, où l'espace et le temps sont virtuellement abolis, consacre l'impuissance grandissante des Etats-nations. Trop grands pour répondre à l'attente quotidienne des citoyens, ceux-ci sont en même temps trop petits pour faire face à des emprises désormais planétaires, à commencer par celle des marchés financiers. Le moment historique que nous vivons est celui de l'action locale et des blocs continentaux. C'est une autre raison de faire l'Europe.

2. L'Europe est un projet de civilisation ou elle n'est rien. A ce titre, elle implique une certaine idée de l'homme. Cette idée est à mes yeux celle d'une personne autonome et enracinée, rejetant d'un même mouvement l'individualisme et le collectivisme, l'ethnocentrisme et le libéralisme. L'Europe que j'aspire de mes vœux est donc celle du fédéralisme intégral, seul à même de réaliser de manière dialectique le nécessaire équilibre entre l'autonomie et l'union.

S'inspirant tout à la fois d'Althusius et de Proudhon, le fédéralisme, tel qu'il a été défini par des auteurs aussi différents qu'Alexandre Marc, Thierry Maulnier ou Denis de Rougemont, implique le rejet de toute forme d'hégémonie exercée par l'une des parties composantes, comme de toute forme de centralisation et d'homogénéisation de type jacobin. Au principe d'omnicompétence étatique, il oppose le principe de subsidiarité, c'est-à-dire de compétence suffisante. Contre le souverainisme, qui tranpose l'idéal individualiste dans l'ordre international, il prône l'autonomie, c'est-à-dire la mutuelle dépendance et la souveraineté partagée. Le fédéralisme intégral n'organise pas à partir d'un centre ou d'un axe, il arrange ensemble à partir de la base afin d'articuler dans un tout. Il considère les minorités, non comme des quantités négligeables, mais comme des qualités irremplaçables. Il n'a pas pour but de supprimer les nations et les peuples, mais au contraire de sauvegarder ce qui les caractérise en propre. Il respecte les coutumes et traditions locales, garantit les particularismes juridiques et sociaux, et n'unifie qu'au niveau de ce qui est véritablement commun à tous. Il articule ensemble des réalités politiques, culturelles, linguistiques ou sociales qui n'ont pas nécessairement les mêmes frontières. Il suppose enfin la remise à l'honneur de la dimension politique du social, c'est-à-dire la participation active des citoyens

à la vie publique à partir de la commune et de la région, afin de donner aux sociétaires, par le biais d'une véritable démocratie de base, le plus de moyens possibles de décider par eux-mêmes de ce qui les concerne.

3. L'Europe qui se construit aujourd'hui est tout à l'opposé. C'est une Europe bureaucratique et jacobine, qui reproduit à plus grande échelle tous les défauts caractéristiques de l'Etat-nation. C'est une Europe qui donne la priorité à la dérégulation et à l'ouverture des marchés au lieu de se doter des moyens d'une politique commune. Sans volonté politique ni véritable légitimité démocratique, elle prive les nations existantes de ce qui leur reste de souveraineté sans restituer celle-ci à un plus haut niveau. La construction européenne se fait essentiellement dans le domaine économique et commercial, déséquilibre intrinsèquement porteur d'une dérive libérale qui tend à faire de l'Europe une zone commerciale de libre-échange au lieu de lui permettre de devenir un pôle régulateur de la mondialisation.

Déjà au sommet de Nice, on avait vu l'espoir d'une politique commune voler en éclats sous le coup des égoïsmes nationaux. Au sommet de Copenhague, plutôt que de structurer et d'approfondir ses institutions, l'Europe s'est élargie à des Etats, hier pays « satellites » de l'Union soviétique, aujourd'hui parfaitement dociles à la politique américaine, qui ne veulent la rejoindre que pour se placer sous la protection de l'OTAN. Pour parachever le tout, elle envisage maintenant d'intégrer la Turquie, c'est-à-dire de faire entrer dans l'Union européenne un pays qui, du simple fait de son poids démographique, en deviendrait l'Etat-membre le plus influent en termes de bulletins de vote. Ce projet d'intégration de la Turquie, qui a déjà reçu l'appui explicite de Jacques Chirac, Tony Blair et Silvio Berlusconi, répond au vœu des Américains, qui rêvent de construire un bloc occidental placé sous leur direction, avec la Turquie et Israël comme têtes de pont au Proche-Orient.

On s'apprête maintenant à créer une Europe qui aura deux exécutifs, la Commission de Bruxelles et le Conseil européen, tandis qu'à Strasbourg les députés « européens » sont toujours désignés par leurs électorats nationaux. On s'en tient au principe de la présidence tournante de l'Union, principe déjà ridicule à douze, qui devient parfaitement grotesque à vingt-cinq ou trente. On envisage de rédiger une Constitution européenne sans poser d'abord la question du pouvoir constituant, qui ne peut être que le peuple politique européen. Tout cela rend l'Europe à la fois ingouvernable et impuissante. C'est la paralysie planifiée.

4. L'alternative devant laquelle se trouve l'Europe est en fait toujours la même : soit l'Europe, donnant la priorité à la libéralisation, épouse la dynamique d'un grand marché visant à s'élargir le plus possible, et en ce cas l'influence américaine y deviendra prépondérante, soit elle s'appuie sur une logique d'approfondissement de ses structures d'intégration politique par le biais du fédéralisme et de la subsidiarité, dans une perspective essentiellement continentale et avec l'intention de balancer le poids des Etats-Unis.

A. B.